

Ce qui change en ce début d'année



Ce qui change en ce début d'année

les retraites revalorisées

17 millions de retraités voient leur retraites revalorisée de 2.2% Le budget 2025 de la Sécurité sociale n'ayant pas été adopté, c'est la règle classique de revalorisation des retraites inscrite dans le code de la Sécurité sociale qui s'applique.

Chauffage au gaz

Un arrêté du 24 décembre prévoit que la TVA sur le matériel et la pose des chaudières à gaz de type très haute performance énergétique (THPE) passe à 10 % dès le 1er janvier 2025. Ces installations bénéficiaient jusqu'ici d'une taxe réduite à 5,5 %, les autres chaudières étant déjà à 10 %.

Fumer va coûter plus cher

Les prix du tabac à rouler et du paquet de cigarettes sont majorés. Après deux hausses consécutives en 2024, un nouveau relèvement entre en application pour 2025. Le prix moyen du paquet de cigarettes atteindra ainsi 12,50 euros.

Les nouveaux prix des principales marques pour les paquets de 20 cigarettes : Lucky Strike : 12,50 euros - Dunhill : 13,20 euros - Camel : 12,50 euros - Winston : 12,50 euros - Marlboro : 13 euros - Chesterfield : 12,50 euros - Philip Morris : 12,50 euros - Gauloises : 12,30 euros - Gitanes : 14,10 euros - The King 100's : 11,20 euros - Fortuna : 11,70 euros - Davidoff : 12,50 euros Les prix du tabac peuvent être retrouvés dans le document de la Direction générale des douanes et droits indirects.

Le taux d'intérêt du PEL diminue

Pour les plans épargne-logement ouverts à partir du 1er janvier, le taux d'intérêt baissera, passant de 2,25 % à 1,75 %. C'est la première fois depuis août 2016 qu'il est ainsi défavorisé. Selon le site Service-Public.fr, cette baisse n'a pas «d'incidence sur les plans ouverts avant le 1er janvier 2025».

Les tickets-restaurant au supermarché

Une autre conséquence de la chute du gouvernement est bien la fin de l'utilisation des tickets-restaurant pour faire ses courses dans les supermarchés. En 2022, une dérogation avait été mise en place pour permettre d'y acheter certains produits alimentaires et la loi courrait jusqu'au 31 décembre 2024. A noter que ce vote figure tout de même à l'agenda du Sénat et devrait se tenir le 15 janvier prochain. De quoi espérer un sursis pour les consommateurs.

Le carnet de santé fait peau neuve

Support clé du suivi de la santé d'un enfant et du dialogue régulier entre les professionnels de santé et les familles, le carnet de santé est régulièrement mis à jour et enrichi.. Un arrêté publié au Journal officiel du 14 novembre 2024 précise les contours du nouveau carnet de santé. Comment élever son enfant sans violence, informations sur les aliments, santé mentale de l'adolescent, conseils pour le sommeil. Et notamment des indications sur une bonne utilisation des écrans. La nouvelle mouture du document regorge de messages de prévention pour mieux informer les parents.

un nouveau vaccin obligatoire pour les bébés

Les infections à méningocoques ACWY et B ont un nouveau vaccin. Le ministère de la Santé, qui a suivi les recommandations de la Haute autorité de santé, l'impose dès le 1er janvier pour les nourrissons dans le but de lutter contre ces infections à méningocoques. La vaccination contre le méningocoque C qui était obligatoire est donc remplacée par celle contre les méningocoques ACWY. La vaccination contre le méningocoque B était quant à elle fortement recommandée, elle est désormais obligatoire.

Moins de plastique dans les structures qui accueillent des enfants

Assiettes, couverts, verres et contenants en plastique doivent disparaître à compter du 1er janvier dans les structures accueillant des enfants (école, crèche, établissement médical spécifique) ne pourront plus utiliser ces contenants alimentaires en plastique pour la cuisson, le réchauffage et le service. Cette mesure concerne les établissements situés dans les communes de 2 000 habitants et plus.

La location des logements de classe G désormais interdite

Les logements de classe G du diagnostic de performance énergétique (DPE), c'est-à-dire les plus énergivores, sont désormais interdits à la location. «Le niveau de performance d'un logement décent est compris, au sens de l'article L. 173-1-1 du code de la construction et de l'habitation : à compter du 1er janvier 2025, entre la classe A et la classe F», précise la loi «Climat et résilience» du 22 août 2021. Les logements classés F devraient être à leur tour interdits à la location en 2028. .

L'allocation journalière de proche aidant (AJPA) va évoluer

Cette aide qui vise à soutenir les proches aidants, pourra être renouvelée dès le 1er janvier si ce dernier aide plusieurs personnes au cours de sa vie. Ainsi, la personne aidante pourra bénéficier de 66 jours d'indemnisation pour chaque personne aidée, dans la limite de 264 jours au cours de sa vie. Huit à onze millions de personnes sont concernées

Travail minimum pour toucher le RSA

Les bénéficiaires du RSA (revenu de solidarité active), automatiquement inscrits à France Travail, vont devoir donner davantage d'information sur leur situation. Ils seront amenés à passer un entretien et à signer un contrat d'engagement pour effectuer entre 15 et 20 heures d'activités hebdomadaires, formation et stage compris, bénévolat exclu. Le non-respect des heures d'activité pourra entraîner une suspension du versement du RSA.

Le prix du timbre augmente encore

Les prix d'affranchissement des courriers et colis enregistrent une hausse de 6,8 % en moyenne. La lettre verte, passe de 1,29 euro à 1,39 jusqu'ici. Les tarifs du service postal universel, qui garantit notamment une distribution six jours sur sept et des tarifs abordables pour les envois les plus courants, avaient augmenté de 8,3 % en moyenne début 2024. En deux ans, le timbre vert prend donc 19,8 %.

Chômage nouvelles dispositions :

Assouplissements pour les saisonniers :

Partage de la valeur dans les petites entreprises

Jusqu'ici, seules les entreprises de plus de 50 salariés étaient contraintes de redistribuer une partie de leurs bénéfices à leurs employés à travers un accord de participation. Cette obligation va s'étendre aux entreprises qui comptent entre 11 à 49 salariés, et ont réalisé un bénéfice net fiscal d'au moins 1 % de leur chiffre d'affaires au cours des trois dernières années.

USB C À partir du 28 décembre 2024, tous les modèles de téléphones portables doivent désormais être équipés du même port de recharge de type USB-C, conformément à la réglementation européenne.